

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 31 – du 29 août au 5 septembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ISRAËL – DÉCALAGE ENTRE LA NOTE SOVERAINE ET LES CONDITIONS DU MARCHÉ

Au cours des derniers mois, les trois principales agences de notation ont dégradé la note souveraine d'Israël. Fitch a été la dernière, en août dernier, dix mois après le début de la guerre. Cette évolution négative, entamée avant la guerre déclenchée le 7 octobre 2023 par le Hamas, ne permet toutefois pas de combler le décalage entre les notes attribuées à Israël par Fitch, S&P et Moody's et les réalités du marché de sa dette.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,8%

**DÉFICIT BUDGÉTAIRE ESTIMÉ
POUR 2024**

Selon le gouverneur de la Banque Centrale, Israël est encore noté au même niveau que des pays vertueux de l'OCDE alors que les marchés lui accordent des conditions moins favorables. Dès le mois de mai, certains économistes israéliens estimaient que la note « de marché » d'Israël était en réalité BBB-. L'écart de rendement entre les obligations émises en USD par Israël et obligations du Trésor américain est le même que pour le Mexique (140 points de base) alors que la Slovaquie, qui dispose d'une notation comparable à Israël, bénéficie d'un écart de seulement 80 points de base. Pourtant, Israël ne rencontre aucune difficulté pour lever des fonds. En avril, l'émission d'obligations d'État pour 8 Mds USD a été sursouscrite 4,5 fois.

La guerre a obligé la Knesset à voter deux budgets rectificatifs, en décembre dernier pour l'année 2023 et en février pour l'année 2024. Le budget 2025, attendu en juin dernier, peine à se finaliser, sans doute en raison d'arbitrages délicats à mener en raison des incertitudes du conflit, quand bien même un cadre budgétaire vient d'être annoncé, après la reprise des travaux de la Knesset le 1^{er} septembre. Jusque-là, le gouvernement israélien a pu faire coexister des dépenses dites « de coalition » élevées (les plus hautes de l'histoire du pays, environ trois fois supérieures à celles des années précédentes) et un effort de guerre imposé par les circonstances. Dans la mécanique budgétaire israélienne, les « dépenses de coalition » visent à garantir la cohésion gouvernementale par la mise en œuvre des accords entre partis.

Sur le plan militaire, l'aide américaine (plus de 14 Mds USD) votée en avril 2024 a été d'un grand secours. Le déficit budgétaire de 2024 devrait malgré cela être plus important que prévu, estimé à environ 7,8% pour l'année 2024. Le ralentissement de la croissance économique (1,2% en rythme annuel) y est sans doute pour beaucoup, expliqué entre autres par la crise de la construction qui semble heureusement prendre fin.

Quid du budget 2025 ? La durée du conflit et son intensification pourraient grever les finances publiques. Les lenteurs à finaliser le budget 2025 indiquent la complication à remettre en cause les dépenses de coalition pour répondre aux exigences du moment : dépenses militaires, inclusivité sociale, réformes d'avenir... y compris réforme fiscale. Seul un arbitrage réaliste sera de nature à maintenir l'objectif d'un taux d'endettement inférieur à 70% du PIB dans la décennie à venir.

Service Économique de Tel Aviv

RÉGION

1. LÉGÈRE PROGRESSION DES IDE FRANÇAIS AU PROCHE-ORIENT EN 2023

D'après la Banque de France, les flux d'IDE vers les pays du Proche-Orient se sont élevés à +168 M€ en 2023, après une année 2022 marquée par des désinvestissements (-452 M€). Les IDE se sont principalement dirigés vers l'Égypte (+151 M€), le Liban (+130 M€) et dans une moindre mesure l'Irak (+41 M€). En matière de stock d'IDE, le Proche-Orient est récipiendaire de 6,6 Md\$, soit une part limitée des IDE français sortants (0,4% du total). En retour, les IDE des pays du Proche-Orient en France s'élevaient à 3,3 M\$ en 2023. Ces chiffres doivent toutefois être interprétés avec prudence, du fait de l'absence de certaines données et de paramètres méthodologiques pouvant fausser leur interprétation (notamment la comptabilisation d'opérations financières intragroupes).

ÉGYPTE

1. PREMIÈRE ÉDITION DE « L'ÉGYPT INTERNATIONAL AIRSHOW »

La première édition de [l'Egypt International Airshow](#), inaugurée par le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi à Al-Alamein, le 3 septembre, a réuni pendant trois jours plus de 200 exposants dans les secteurs de la défense, de l'aviation civile, de l'aéronautique et de l'aérospatial. Les entreprises françaises ont répondu à l'appel (présence d'Airbus, Dassault, MBDA, Safran, Thales) accompagnées du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS). Lors du salon, Safran a remis une certification industrielle à l'Arab Organization for Industrialization (AOI), permettant à cette organisation égyptienne de devenir le premier fournisseur international certifié pour la maintenance et la réparation des moteurs de l'avion d'entraînement et de combat léger Alpha Jet. Dassault Aviation a également présenté un avion de combat Rafale lors d'un vol de démonstration. Pour rappel, les liens franco-égyptiens dans le secteur de l'aéronautique sont solides, comme en témoigne l'acquisition, en fin d'année 2023, de 10 Airbus A-350 par la compagnie nationale Egyptair.

2. PREMIÈRE PROGRESSION DE L'INDICE PMI DU SECTEUR PRIVÉ « NON PÉTROLIER » DEPUIS 3 ANS

[L'indice des directeurs d'achat \(PMI\)](#) de l'Égypte est passé de 49,7 en juillet à 50,4 en août 2024, marquant la première expansion de l'activité du secteur privé non pétrolier depuis trois ans. L'enquête souligne une reprise de la demande, de l'emploi et de l'activité

d'achat favorisée par une amélioration du sentiment de confiance des entreprises en août. Toutefois, les entreprises continuent de faire face à des défis persistants, en particulier les pressions inflationnistes qui pèsent à la fois sur les coûts de production et leurs marges en raison de la dépréciation de la livre égyptienne.

3. LE SOUTIEN FINANCIER DES PAYS DE LA RÉGION POUR ATTÉNUER LA CRISE ÉNERGÉTIQUE SE POURSUIT.

L'Arabie Saoudite et la Libye ont financé cet été des achats de gaz à destination de l'Égypte pour une valeur estimée à au moins 200 M USD, et ce alors que la production nationale de gaz a chuté de 25% par rapport à 2021, et devrait baisser de 22,5% d'ici 2028, selon [Reuters](#). Ce soutien intervient alors que les besoins en importations de gaz sont estimés à 2 Mds USD pour couvrir la demande estivale jusqu'en octobre, et que le pays fait face à une grave pénurie de devises et à une dette extérieure de 160 Mds USD. Pour rappel, le gouvernement a dû recourir à des délestages en 2023 pour stabiliser son réseau électrique, tandis que les investissements dans l'industrie du gaz ont ralenti en raison d'une dette de 6 Mds USD liée à l'approvisionnement en gaz et en carburant.

4. AUGMENTATION DES CAPACITÉS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES POUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

L'Égypte a annoncé un plan visant à augmenter de 76% sa capacité de stockage de céréales et de produits stratégiques pour atteindre [6 M de tonnes d'ici 2030](#). L'objectif du plan, annoncé par le Vice-Ministre de l'Approvisionnement, Walid Abu Al-Magd, est également de prolonger la durée de stockage des silos de six à neuf mois. Conçu en réponse aux perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement et aux fluctuations des marchés des céréales, il se déroulera en deux phases. La première, d'ici 2027, doit permettre la construction de silos pour une capacité de stockage supplémentaire d'1,4 M de tonnes (coût estimé de 616 M USD), et la seconde, d'ici 2030, prévoit 1,2 M de tonnes de stockage supplémentaire (coût estimé à 485 M USD). Le plan inclut également la construction d'une usine de silos à Port-Saïd Est dans la zone économique du canal de Suez. En outre, le plan prévoit l'intégration de ces silos dans le réseau ferroviaire national et l'utilisation du Nil pour le transport du blé, en collaboration avec le ministère des Transports.

IRAK

1. ACCORD ENTRE LA BCI ET OLIVER WYMAN SUR LA CONSOLIDATION DU SECTEUR BANCAIRE PRIVÉ

L'accord entre la Banque Centrale d'Irak (BCI) et le cabinet américain, intervenu le 31 août, est censé permettre la mise en œuvre d'un plan d'action pour une réforme globale du secteur bancaire privé irakien. Celui-ci, composé de plus de 70 banques qui ne représentent que 10% des dépôts et à peine 20% des actifs (le reste revenant aux banques publiques), est marqué par la permanence de petites structures (anciens bureaux de change) particulièrement exposées à la criminalité financière. Plusieurs banques se voient fréquemment, interdites de réaliser des transactions en dollars. Le développement du secteur bancaire privé est de plus contraint par la *cash economy*, par une faible confiance et par l'absence de structures adéquates (marché interbancaire, par exemple). La BCI a déjà décidé courant 2023 d'augmenter les exigences minimales de fonds propres afin de favoriser la fusion de banques privées. L'accord intervient après le déplacement d'une délégation de la BCI à New York, où le sujet crucial des transferts de dollars a occupé une place importante.

IRAN

1. LE DÉFICIT ÉNERGÉTIQUE DÉCOURAGE LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS.

Selon Hossein Salimi, qui dirige l'Association de promotion des « joint-ventures » entre investisseurs iraniens et étrangers, organisme lié à la Chambre de Commerce d'Iran, l'écart croissant entre la production et la consommation d'énergie constitue aujourd'hui le premier obstacle au développement des IDE dans le pays. Les industriels étrangers craignent en effet de subir des coupures de gaz, d'électricité et d'eau qui affectent, en été et en hiver, la plupart des unités de production iraniennes. Selon lui, il ne sera pas possible d'atteindre l'objectif, fixé par le nouveau gouvernement, de 100 Mds USD d'investissements étrangers sans augmenter d'au moins 10 GW la production nationale d'électricité (NB : le pays souffre aujourd'hui d'un déficit estimé à 15 GW). M. Salimi a ajouté qu'en dépit de ce handicap, l'Iran avait bénéficié l'an dernier de 5 Mds USD d'IDE, dont près de la moitié en provenance d'Afghanistan et de la diaspora iranienne aux Etats-Unis et en Europe.

2. NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DU PÉTROLE.

M. Mohsen PAKNEJAD (58 ans), ingénieur de formation et ancien Vice-Ministre du Pétrole chargé de la supervision des ressources en hydrocarbures (2018-2021), a été nommé Ministre du Pétrole du nouveau gouvernement Pezeshkian. Son parcours professionnel est marqué par des postes clés au sein de diverses entreprises publiques du secteur pétrolier, notamment celui de directeur adjoint de la NIOC (2016-2018) en charge de la production, directeur général de la société de commerce pétrolier Niko (2014-2016) et directeur adjoint de la planification intégrée à la NIOC (2007-2014). Lors de la séance de vote au parlement, il a annoncé que son objectif principal pour l'année à venir était d'augmenter la production de pétrole de 0,4 M bpj. Il a mis en avant l'urgence d'accélérer le projet d'augmentation de la pression à South Pars, grâce à un investissement de 20 Mds USD, afin de limiter les pertes de production. Il a également abordé le déséquilibre entre la production et la consommation d'essence et de gasoil, qui a entraîné un gaspillage des ressources, reconnaissant toutefois que ce problème devait être résolu en tenant compte de sa sensibilité sociale. Parmi ses autres priorités figurent l'amélioration de la qualité de l'essence et du gasoil pour réduire la pollution de l'air, ainsi que la coopération stratégique avec la Russie pour connecter les réseaux gaziers, afin de faire de l'Iran un hub gazier régional.

3. LA PART DU FND RÉDUITE DE 20% DANS LE CADRE DE LA LOI DE FINANCE 2024/2025.

Suite à la demande du président PEZESHKIAN, le Guide suprême a approuvé une réduction de la part des revenus pétroliers et gaziers alloués au Fonds National de Développement (FND), qui passera de 40 % à 20 % dans la loi de finances 2024/2025. Cette mesure constituerait une première étape permettant au gouvernement d'emprunter 3,5M Mds IRR (soit 11,35 Mds €, au taux de change du budget 2024/2025, soit 1 € = 310.000 IRR) auprès du FND, après approbation par le Madjlis. Dans une interview télévisée, le Président a déclaré que le pays avait besoin de 100 Mds USD d'investissements étrangers. Malgré la hausse des exportations pétrolières vers la Chine, qui ont atteint 1,75 M bpj en août selon Kepler, le déséquilibre budgétaire persistant reste le principal défi auquel est confronté le 14^{ème} gouvernement.

4. RÉACTION POSITIVE DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN AUX NOUVELLES ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Malgré la volatilité réduite de la Bourse de Téhéran (TSE), limitée à ± 2 %, l'indice principal a progressé de plus de 1 % samedi 31 août, en réaction à la déclaration du Ministre de l'Économie en faveur d'une politique de

taux de change unique. En outre, les acteurs du marché estiment qu'un taux de rémunération inférieur à 26 % pour les obligations d'État pourrait faire grimper le ratio cours/bénéfices (P/E) à 8 unités. Enfin, à condition qu'il n'y ait pas d'escalade des tensions militaires, l'indice principal du TSE pourrait franchir le seuil des 2,2 M d'unités sans difficulté. La possibilité d'une réduction des taux d'intérêt par la Fed, ainsi que la bonne tenue des cours mondiaux, notamment ceux des métaux, renforcent l'optimisme des exportateurs iraniens.

ISRAËL

1. LE MINISTRE DES FINANCES PRÉSENTE LES GRANDES LIGNES DU BUDGET 2025

Les discussions sur le budget 2025 ont été enclenchées avec retard. Le Ministre des Finances Bezalel Smotrich a présenté le 3 septembre les grandes lignes du budget 2025, fondé sur un objectif de déficit public fixé à 4% du PIB. Cet objectif requiert 35 Mds ILS (soit 9,5 Mds USD) de coupes budgétaires à travers des mesures strictes pour financer les coûts de la guerre, notamment via un gel des salaires dans le secteur public, y compris ceux des ministres, membres de la Knesset, et hauts fonctionnaires. Les ministères et agences gouvernementales verront leurs budgets réduits dans le cadre d'efforts d'optimisation. M. Smotrich a proposé de maintenir les taux d'imposition actuels tout en fusionnant deux des plus basses tranches d'imposition, ce qui pourrait engendrer jusqu'à 2 Mds ILS supplémentaires par an (540 M USD). Enfin, il a annoncé des réductions des allocations et des prestations de retraite via l'institut national d'assurance (NII). À noter que le Ministre des Finances n'a pas mentionné la proposition d'une nouvelle augmentation de la TVA à 18,5%, qui passera en tout état de cause de 17% à 18% dès le 1^{er} janvier 2025 d'après le budget rectificatif adopté par la Knesset en mars 2024.

M. Smotrich a précisé que 20 Mds ILS (5,4 Mds USD) seront alloués à la reconstruction des infrastructures et zones touchées par la guerre ainsi qu'à l'indemnisation des entreprises et des familles affectées. L'adoption du nouveau budget est prévue fin novembre.

2. MALGRÉ LA SITUATION SÉCURITAIRE, LE SALAIRE MOYEN CONTINUE D'AUGMENTER

Selon le Bureau Central des Statistiques (CBS), le salaire moyen en Israël a augmenté de 6,7% en glissement annuel en juillet malgré la volatilité de la situation sécuritaire. Il s'établit à 13 683 ILS (soit 3 700 USD). La hausse du salaire moyen est soutenue par un taux bas de chômage de 2,8%, qui est son plus bas niveau en 50

ans (en raison de l'augmentation spectaculaire des dépenses publiques dues à la guerre). La tendance haussière du salaire moyen est par ailleurs en phase avec celle des salaires dans le secteur de la tech. Entre juin 2023 et juillet 2024, le salaire moyen dans ce secteur a augmenté de 8,1% à 32 215 ILS (soit 8 700 USD).

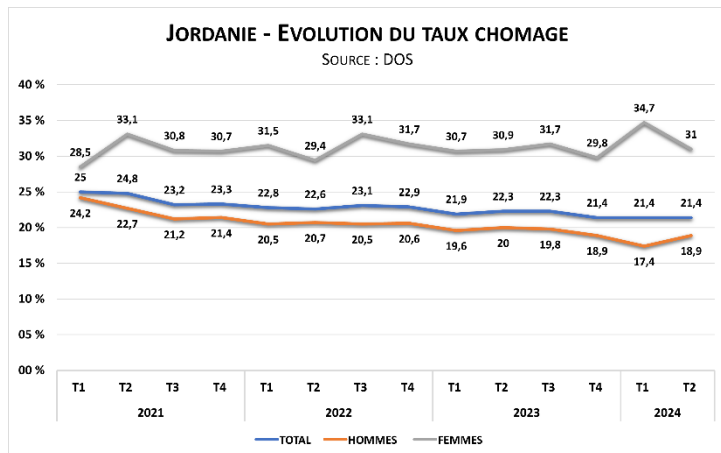
JORDANIE

1. LÉGÈRE BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Selon le département des statistiques (DoS), le déficit commercial a diminué de -0,1 % au 1^{er} semestre (S1) 2024, par rapport à la même période de 2023. Cette baisse résulte d'une diminution des importations de -0,6 % - dont la valeur a atteint 8,9 Mds JOD (11,4 Mds USD) au S1 2024. Cette diminution concerne en particulier le pétrole brut et produits dérivés (-14,3 %, 14,6 % des importations), les bijoux et pierres précieuses (-14,3 %, 7,1 % des importations) et les machines et appareils électriques (-6,2 %, 4,6 % des importations). Les exportations totales ont quant à elles diminué de -1 % en glissement annuel (g.a). Si les réexportations ont augmenté de +34,8 % en g.a., les exportations nationales ont en revanche diminué de -3,7 % pour atteindre 4,02 Mds JOD (5,13 Mds USD) au S1 2024. Cette baisse est principalement liée aux engrais azotés ou chimiques (-22,2 %, 11 % des exportations nationales), aux bijoux et pierres précieuses (-19,5 %, 9 % des exportations nationales), au phosphate (-16,2 %, 6,5 % des exportations nationales) et à la potasse (-36,7 %, 5,7 % des exportations nationales). Les exportations nationales à destination des pays asiatiques non arabes (19 % des exportations nationales totales) ont diminué de -29,6 % en g.a. Celles vers les pays arabes et l'Amérique du nord ont par contre augmenté de +8,4 % et +12,2 % respectivement.

2. BAISSÉ DU CHÔMAGE (-0,9%) AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2024

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage s'est établi à 21,4 % au 2^e trimestre (T2) 2024, en baisse de 0,9 % par rapport à la même période de 2023. Il est toutefois resté stable par rapport au T1 2024. Le taux de chômage des hommes a diminué de 1,1 % en g.a. pour atteindre 18,9 %, alors que celui des femmes a augmenté de 0,1 % et s'est élevé à 31 %. Au niveau des gouvernorats, Balqa a enregistré le taux de chômage le plus élevé (24,5 %), tandis qu'Aqaba a enregistré le taux le plus bas (17,6 %). La participation au marché du travail est évaluée à 33,9 % (53,6 % chez les hommes et 13,9 % chez les femmes), contre 33 % au T2 2023.



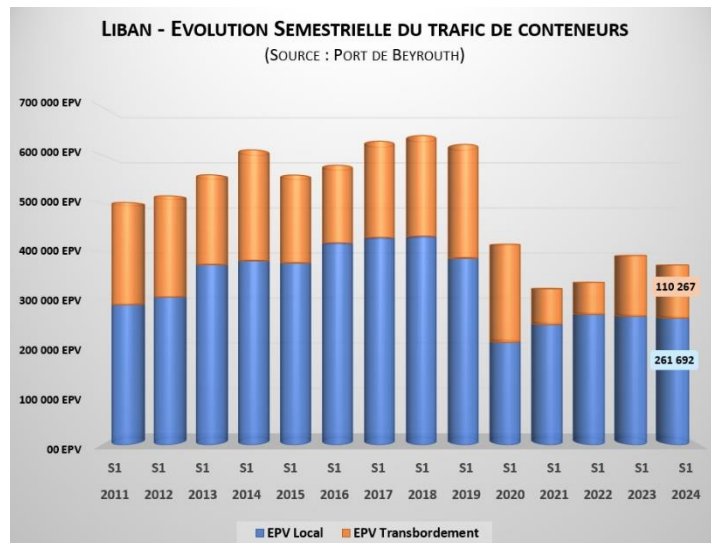
3. BAISSÉ DU TRAFIC PASSAGERS À L'AÉROPORT D'AMMAN AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Selon Airport International Group (AIG), l'aéroport international Queen Alia (QAIA) a accueilli 4,2 M de passagers au 1^{er} semestre 2024, soit une baisse de -4,6 % en g.a. Au cours de la même période, QAIA a enregistré 35 562 mouvements d'avions et a traité 38 424 tonnes de fret, respectivement en baisse de -4,5 % et en hausse de +23,5 % en g.a. De nouvelles lignes aériennes ont par ailleurs été ouvertes avec Londres Stansted, Manchester, Al-Ula et Moscou.

LIBAN

1. REPLI DE -5% DU TRAFIC DE CONTENEURS AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Selon les données du port de Beyrouth, l'activité du terminal à conteneurs du port de Beyrouth a été ramenée de 392 000 conteneurs équivalent vingt-pieds (EVP) au 1^{er} semestre 2023 à 372 000 EVP au 1^{er} semestre 2024, soit une diminution de -5,1% en glissement annuel (g.a.). La baisse a été plus prononcée pour le trafic de transbordement (-12,7% en g.a. à 110 000 EVP) que pour les volumes destinés au marché local (-1,5% en g.a. à 262 000 EVP). Ces chiffres semblent indiquer une stabilisation à ce stade des volumes locaux, autour de 60% des niveaux d'avant crise (621 000 EVP au 1^{er} semestre 2019), dans un contexte d'atonie de l'économie libanaise.



2. L'ANCIEN GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE PLACÉ EN DÉTENTION PROVISOIRE

L'ancien gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, a été placé en détention provisoire dans le cadre d'une enquête pour malversations financières. M. Salamé est accusé notamment de détournement de fonds et d'enrichissement illicite. Après 30 ans à la tête de la Banque du Liban, le gouverneur Riad Salamé avait achevé son mandat le 31 juillet 2023. Le premier vice-gouverneur Wassim Mansouri assure depuis l'intérim. Riad Salamé et ses proches font par ailleurs l'objet de sanctions de la part des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, ce qui avait conduit le gouverneur par intérim à geler leurs comptes respectifs. Les audits externes de la BdL réalisés au cours des dernières années témoignent également de fortes irrégularités dans le fonctionnement et la gestion de l'institution.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. NOUVELLE SAISIE DE 39 M€ SUR LES « CLEARANCE REVENUES » DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE.

Le tribunal de district de Jérusalem a émis un nouvel ordre de saisie temporaire de 160 M de NIS (39 M EUR) sur les recettes douanières (clearance revenues) de l'Autorité palestinienne. Ces fonds sont prélevés sur les retenues appliquées par le gouvernement israélien et retenus sur un compte séquestre en Norvège, en réponse à une plainte déposée par les familles des victimes palestiniennes de terrorisme. Depuis la loi promulguée en mars 2024, les familles israéliennes sont en mesure d'attaquer l'Autorité palestinienne en justice, et de lui demander des dommages et intérêts pour avoir « soutenu et encouragé la violence » des attaques perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023. L'Autorité palestinienne a déposé en juillet une requête auprès de la Haute Cour de justice contre

cette législation, mais le procureur général de la Cour l'a rejeté. Cette nouvelle saisie s'ajoute aux 1,5 Md EUR que le gouvernement israélien a prélevé au total sur les recettes douanières palestiniennes, qui aggravent les finances publiques du gouvernement palestinien.

2. NOUVELLE AUGMENTATION DU TAUX DE CHÔMAGE EN JUIN

Selon les chiffres publiés par l'Organisation internationale du travail en juin 2024, le taux de chômage dans la bande de Gaza a atteint près de 80 % depuis le 7 octobre et le déclenchement du conflit entre Israël et le Hamas. Quant à la Cisjordanie, le taux de chômage s'élève à 32 %, portant le taux de chômage moyen dans l'ensemble des territoires palestiniens à environ 51 %. La situation des travailleurs palestiniens est d'autant plus compromise que le marché palestinien du travail est essentiellement composé de TPE/PME (environ 85% de l'activité économique et 97% des emplois), et que la plupart de ces entreprises sont à l'arrêt depuis le 7 octobre, en particulier dans la bande de Gaza. En outre, Israël a retiré les permis de travail à près de 200.000 Palestiniens de Cisjordanie, qui travaillaient sur le territoire israélien.

3. PAIEMENT DU SALAIRE DES FONCTIONNAIRES

Le ministère des Finances a annoncé que les salaires des employés publics pour le mois de juillet seront payés, le jeudi 5 septembre, à hauteur de 70% et le seuil fixé par le gouvernement Mustapha a été relevé à 3 500 NIS (850 €), contre 3000 NIS le mois dernier. C'est la première fois depuis le début de la crise financière que le gouvernement décide une augmentation des rémunérations, aussi symbolique soit-elle. Selon le ministère, avec ce nouveau seuil, 70% des employés recevront la totalité de leurs salaires.

Depuis novembre 2021, suite à la crise COVID puis avec la guerre à Gaza, le gouvernement palestinien n'est en mesure de payer que partiellement les salaires. Le nombre total d'employés du secteur public palestinien est d'environ 147 000, selon les déclarations du ministère des Finances, tandis que le total des bénéficiaires des salaires du gouvernement (employés, retraités et bénéficiaires d'allocations sociales) est d'environ 250 000, avec une masse salariale mensuelle moyenne d'un milliard de shekels (270 M USD).

4. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2025-2030

La Commission anti-corruption a lancé la stratégie nationale intersectorielle de renforcement de la gouvernance et de lutte contre la corruption. Cet événement s'est tenu au siège présidentiel à Ramallah, en présence du Premier Ministre Mohammed

Mustapha, le chef de la Commission anti-corruption Raed Radwan, et le Chef du bureau de la représentation de l'UE, Alexandre Stutzman. Ce dernier a rappelé l'engagement de l'Union Européenne à soutenir les Palestiniens et à renforcer les institutions publiques palestiniennes.

En juillet, l'UE a annoncé une aide financière exceptionnelle de 400 M EUR au gouvernement palestinien afin de faire face à la situation budgétaire critique de l'Autorité palestinienne et de l'économie palestinienne, dont les décaissements seront soumis à l'avancement d'un programme de réformes, dont certaines sont jugées sensibles.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	509	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	35,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr